

ASSEMBLEE NATIONALE

REPUBLIQUE DU CONGO

Unité* Travail* Progrès

**COMMISSION ECONOMIE, FINANCES ET
CONTRÔLE DE L'EXECUTION DU BUDGET**

RAPPORT N°14

SUR

**LE PROJET DE LOI PORTANT
APPROBATION DU CONTRAT DE
PARTAGE DE PRODUCTION**

MENGO-KUNDI-BINDI II,

SIGNE LE 6 JUIN 2018

ENTRE

**LA REPUBLIQUE DU CONGO,
LA SOCIETE NATIONALE DES PETROLES
DU CONGO**

ET

LA SOCIETE ORION-OIL LIMITED

Quatorzième législature

Troisième session ordinaire (administrative) du 02 juin 2018

Le présent rapport est structuré comme suit :

Introduction

- I. Présentation du projet de loi ;
- II. Examen du projet de loi ;
- III. Recommandations.

Conclusion

INTRODUCTION

La Commission Economie, Finances et Contrôle de l'Exécution du Budget s'est réunie les 26 juin et 23 juillet 2018, dans la salle 102 du Palais des Congrès, sous la direction de son Président, l'Honorable **Maurice MAVOUNGOU**, afin d'examiner le projet de loi portant approbation du contrat de partage de production Mengo-Kundji-Bindi II, signé le 6 juin 2018 entre la République du Congo, la Société Nationale des Pétroles du Congo et la Société Orion-Oil Limited.

Quinze (15) Honorables Députés membres de la Commission ont pris part aux travaux. Il s'agit de :

➤ Thierry HOBIE	Premier-Vice-Président ;
➤ Abel Joël OWASSA YAUCKA	Deuxième Vice-Président ;
➤ Marien MOBONDZO ENDZONGA	Rapporteur ;
➤ Bonaventure BOUDZIKA	Secrétaire ;
➤ Joseph BADIABIO	Membre ;
➤ Fidèle BOSSA	Membre ;
➤ Jean Pierre IBOMBO	Membre ;
➤ Avanke LEKOUNDZOU TSATSA	Membre ;
➤ Jean Valère MBANI	Membre ;
➤ Eugène MBANZOULOU	Membre ;
➤ Venance MOGNA	Membre ;
➤ Christophe NDIKI MAMPAKA	Membre ;
➤ Bernadette ONDZE née NGAMBOLO	Membre ;
➤ Honoré SAYI	Membre ;
➤ Paul Gilbert TCHIGNOUMBA BOUMBA	Membre.

Excusés:

➤ Justin KOUMBA	Membre ;
➤ Alexis NDINGA	Membre.

I/- PRESENTATION DU PROJET DE LOI

Le permis d'exploitation Mengo-Kundji-Bindi (MKB) a été octroyé à la Société Nationale des Pétroles du Congo (SNPC) par décret n°2007-156 du 14 février 2007 modifié par le décret n°2007-402 du 30 août 2007.

Ce permis a été réattribué à la Société Nationale des Pétroles du Congo par décret n°2017-421 du 13 novembre 2017 portant réattribution à la SNPC d'un permis d'exploitation d'hydrocarbures liquides ou gazeux dit «Mengo-Kundji-Bindi II ».

En vue de réaliser des travaux pétroliers dans la zone de ce permis, un contrat de partage de production a été signé le 6 juin 2018 entre la République du Congo, la Société Nationale des Pétroles du Congo (SNPC) et la Société Orion-Oil Limited, société de droit britannique.

Le contrat de partage de production Mengo-Kundji-Bindi II donne les indications suivantes :

- titulaire et opérateur : SNPC (60%) ;
- associé et co-opérateur : Orion-Oil Limited (40%).

Les principales caractéristiques techniques du gisement sont :

- zone du permis d'une superficie de 699,838 km² ;
- permis d'exploitation d'hydrocarbures liquides ou gazeux MKB II situé en zone on shore, à proximité du permis d'exploration Kayo ;
- accumulations d'huile en place : 2,555 milliards de barils ;
- production cumulée au 31 décembre 2016 : 1,9 millions de barils ;
- production moyenne actuelle : 730 bbls, avec 6 puits ;
- cost stop fixé à 70% ;
- seuil du prix haut fixé à 90 dollars américains.

Ce contrat de partage de production compte vingt-six (26) articles.

Il compte également trois (3) annexes consacrées :

- à la procédure comptable (1) ;
- au régime douanier et fiscal (2) ;
- au décret d'attribution (3).

II/- EXAMEN DU PROJET DE LOI

L'examen de ce projet de loi a obéi à la procédure suivante :

1. Audition du Gouvernement ;
2. Préoccupations des Honorables Députés ;
3. Réponses du Gouvernement.

II/1- AUDITION DU GOUVERNEMENT

En vue d'examiner ce projet de loi, la Commission a procédé à l'audition de Monsieur **Jean Marc THYSTERE TCHICAYA**, Ministre des Hydrocarbures.

Son exposé a porté essentiellement sur :

- les motivations du passage de Mengo-Kundji-Bindi et MKB II ;
- les avantages à tirer de ce contrat par la République.

Motivations du passage de Mengo-Kundji-Bindi et MKB II

Les travaux initiaux sur le permis d'exploitation d'hydrocarbures liquides ou gazeux combinés aux paramètres économiques et fiscaux applicables, faisaient que le permis n'était plus économiquement viable en l'état.

Ainsi, le décret initial d'attribution n°2007-156 du 14 février 2007 fut modifié par le décret n°2007-402 du 30 août 2007 incluant la zone de Mengo.

Pour la mise en valeur du permis et conformément à la réglementation en vigueur, il avait été demandé à la SNPC de s'associer à des sociétés africaines, nationales en particulier. C'est ainsi que la SNPC a proposé vingt pour cent (20%) respectivement à la société pétrolière sud-africaine Petro SA, et à la société pétrolière ivoirienne PETROCI.

La société Petro SA n'ayant pas respecté ses engagements, ses participations ont été de facto récupérées par la SNPC en sa qualité de titulaire de permis.

Par contrat de cession approuvé le 20 août 2015 entre la société PETROCI et la société Orion Oil Limited, cette dernière a acquis la totalité des participations de la société PETROCI dans le permis, soit 20%.

La SNPC a commencé à exploiter ce permis, plus particulièrement Kundji avec deux plateformes. Face à la vétusté de la sismique 2D laissée par l'ancien opérateur Elf, la SNPC a, pour mieux connaître le champ, réalisé une sismique 3D et son interprétation.

Les résultats initiaux ont révélé des accumulations d'huile de l'ordre de 2,6 milliards de barils, avec des paramètres réservoir médiocres.

Pour son développement, une technologie de pointe est nécessaire avec un niveau important d'investissements requis.

L'échéance du permis MKB en 2022 avec la possibilité de proroger de 5 ans, ne permettait pas une mise en valeur économiquement rentable de ce permis sur cette durée.

Les nouvelles ambitions de la SNPC sur ce permis l'ont conduite à poursuivre la recherche d'un partenaire économiquement capable d'assurer le financement pour la poursuite des travaux sur le permis.

Avantages à tirer de ce contrat

Les avantages découlant de ce CPP portent sur le partage de profit-oil, du super profit-oil et du bonus.

- Le partage du profit oil se présente comme suit :

Première période : République du Congo : (35%) ; Contracteur : (65%) ;

Deuxième période : République du Congo : (45%) ; Contracteur : (55%).

- Le partage du super profit oil se présente comme suit :

Réserves prouvées (en millions de barils)	Limite du super profit oil (0%)	
	RC	Contracteur
Inférieur ou égale à 20 Mbbls	65%	35%
Supérieur à 20Mbbls	70%	30%

L'attribution du permis d'exploitation d'hydrocarbure liquide ou gazeux MKB II a donné lieu au paiement d'un bonus de un (1) million de dollar.

Outre ce bonus, le contracteur financera la réalisation de projets sociaux d'intérêt public.

II/2- PREOCCUPATIONS DES HONORABLES DEPUTES

Au terme de l'exposé du Ministre, les Honorables Députés ont formulé les préoccupations portant sur :

1. la mise à la disposition de la Commission du dossier d'enquête d'utilité publique sur la société Orion-Oil Limited
2. la mise à la disposition de la Commission de l'étude d'impact environnemental relative à la mise en valeur des gisements Mengo-Kundji-Bindi ;
3. la conformité de ce Contrat de Partage de Production avec la disposition du Code des Hydrocarbures, notamment en son article 20, qui exige l'immatriculation des sociétés au registre du commerce et du crédit mobilier;
4. les capacités techniques et financières de la SNPC et de la société Orion-Oil Limited pour la conduite des opérations pétrolières à plus de cinq (5) milliards USD ;
5. la définition et du rôle de co-opérateur assuré par la société Orion Oil Limited dans le permis MKB II ;
6. la modicité du niveau du bonus d'attribution ;
7. le profil de production de MKB II.

II/3- REPONSES DU GOUVERNEMENT

1. **De la mise à la disposition de la Commission du dossier d'enquête d'utilité publique sur la société Orion-Oil Limited**

Conformément au décret n° 2008-15 du 11 février 2008 portant procédures d'attribution des titres miniers d'hydrocarbures, une enquête d'utilité publique a été réalisée par l'administration des hydrocarbures. Les documents y relatifs ont été transmis à la Commission.

2. **De la mise à la disposition de la Commission de l'étude d'impact environnemental relative à la mise en valeur des gisements Mengo-Kundji-Bindi ;**

Trois (3) études d'impact environnemental et social (EIES) ont été réalisées par des prestataires agréés et approuvées par les administrations compétentes :

- une (1) EIES lors des forages des puits KUN4bis et Kun 5, sur la plateforme 100 en août 2008 par la société Environnement Plus ;
- une (1) EIES pour le forage et la construction des installations de surface sur la plateforme 200 en 2011 par la société Engineering Petroleum and Industries ;
- une (1) EIES pour la campagne d'acquisition sismique 3D Kundji en 2012 par la société Engineering Petroleum and Industries (Autorisation N° 1467 MTE/CAB/DGE/DPPN du 10/10/2013).

Les documents y relatifs ont été transmis à la Commission.

Il sied de préciser par ailleurs que les EIES suivantes vont être réalisées :

- une (1) EIES pour la construction du pipeline d'évacuation de brut ;
- une (1) EIES pour l'exploitation de Mengo ;
- une (1) EIES pour l'exploitation de Bindi.

L'inventaire des destructions des actifs agricoles et leurs indemnisations a été réalisé en 2013 à l'occasion des acquisitions sismiques.

3. De la conformité de ce Contrat de Partage de Production avec la disposition du Code des Hydrocarbures, notamment en son article 20, qui exige l'immatriculation des sociétés au registre du commerce et du crédit mobilier;

L'article 20 de la loi n° 28-2016 du 12 octobre 2016 portant code des hydrocarbures dispose notamment que :

« Les membres du contracteur sont tenus de procéder à leur immatriculation au registre du commerce et du crédit mobilier et d'effectuer toute autre formalité découlant de cette immatriculation en conformité avec le droit applicable en République du Congo ».

Cette exigence de l'article 20 a été respectée. En effet, la société Orion Oil Limited a créé une succursale en République du Congo.

La société Orion Oil Limited a créé une filiale en République du Congo dénommée Orion Congo.

Enregistrée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier le 03 avril 2014 la société Orion Congo, filiale gère les actifs de sa maison mère dans le permis MKB II.

Elle a ses bureaux au n° 398 de la rue Djouari au quartier Plateau de 15 ans, Brazzaville, en République du Congo.

4. Des capacités techniques et financières de la SNPC et de la société Orion-Oil Limited pour la conduite des opérations pétrolières à plus de cinq (5) milliards USD ;

La viabilité du contrat de partage de production MKB II se justifie par le volume d'huile en place. En effet, bien que le taux de récupération soit faible, il convient de noter que sur le long terme, c'est-à-dire jusqu'à la date d'échéance du permis, le taux de récupération s'accroît au fil de la réduction du cost-oil.

Il est à signaler également que les paramètres fiscaux prennent en compte des périodes de récupération permettant au contracteur d'avoir un retour sur investissement dans des délais court. Cette disposition permet à l'Etat de bénéficier des revenus liés au permis sur une plus longue durée. Cependant, la viabilité économique de ce permis reste liée à la réalisation des travaux qui ont été pris en compte pour le calcul économique dudit permis.

Le tableau ci-dessous résume les résultats du calcul économique obtenu au regard du niveau des coûts techniques évoqués dans le titre et sur une hypothèse prudente (60USD/bbl valeur 2018) du prix du baril.

MKB II : PARTAGE DES REVENUS ET RENTABILITE
(En milliards de dollars des Etats-Unis d'Amérique)

Avec 60 USD/BBL valeur 2018	
Revenu total du projet	16,7 milliards
Revenu de l'Etat	6,6 milliards
Revenu de l'Etat en %	40%
Revenu brut du contracteur	10 milliards
Revenu brut du contracteur en %	60%
VAN@10% (Valeur Actuelle Nette)	1 milliard
Pay-Out Time (Temps de Retour)	7-8 ans
Exposition Financière (Risque maxi)	1,3%
Taux de Rentabilité Interne (TRI)	21%
Coûts non récupérés	0%

5. De la définition et du rôle de co-opérateur assuré par la société Orion Oil Limited dans le permis MKB II

Par sa définition générique, le co-opérateur dans un permis d'hydrocarbures, est celui qui assure, aux côtés de l'opérateur, les travaux pétroliers et qui l'accompagne dans ces travaux. Cependant, il convient de rappeler qu'aux termes des dispositions du CPP MKB, les obligations de mener les travaux pétroliers n'incombent qu'à l'opérateur et non au co-opérateur. A cet effet, dans le cas d'espèce, la responsabilité de l'operating incombe à la SNPC et non à la société Orion Oil Limited.

A ce jour, la SNPC n'est pas en mesure de lever des fonds afin de mener des travaux pétroliers relatifs au redéveloppement de MKB II. En conséquence, elle a entamé des discussions avec son partenaire dans le permis MKB II. Orion Oil Limited a la capacité de lever des fonds et de bénéficier des partenariats sous certaines conditions en vue de les mettre à la disposition du groupe contracteur MKB II.

Pour ce faire, les partenaires financiers de Orion Oil Limited ont exigé de jouir de la qualité d'opérateur ou de co-opérateur.

Cette notion, qui ne figure pas dans le code des hydrocarbures mais plutôt dans le décret n°2017-421 du 13 novembre 2017 portant attribution du permis

d'exploitation MKB II et dans le contrat d'association éponyme, est assimilée à un accompagnement du Gouvernement au groupe contracteur, lui permettant de lever des fonds pour redévelopper le permis d'exploitation MKB II.

6. De la modicité du bonus d'attribution

A l'attribution du permis d'exploitation du permis MKB II, le contracteur a payé un bonus d'un (1) million de dollars USD à l'Etat.

Afin de répondre aux impératifs budgétaires du Gouvernement, il est demandé de revoir le bonus à la hausse.

A cet effet, sur recommandation de la Commission, ce montant pourrait passer de un (1) million à cinq (5) millions de dollars USD.

7. Du profil de production de MKB II

Le profil établi sur 25 ans de validité du permis, avec un pic de production de 64 000 barils/jour d'huile à la 6^{ème} année, sur l'ensemble des trois champs MKB, correspondrait à la disponibilité entière des puits.

Après, cette production déclinerait rapidement compte tenu de la nature des caractéristiques des gisements et du comportement du phénomène de fracturation des puits.

III/- RECOMMANDATION

Au terme des débats et à l'effet de répondre aux impératifs budgétaires de l'Etat, la Commission demande au Gouvernement de négocier avec le groupe contracteur, un bonus additionnel d'attribution de l'ordre de quatre (4) millions de dollars US.

CONCLUSION

Au terme des débats, la Commission Economie et Finances a adopté à l'unanimité et avec amendements, **le projet de loi portant approbation du contrat de partage de production Mengo-Kundji-Bindi II, signé le 6 juin 2018 entre la République du Congo, la Société Nationale des Pétroles du Congo et la Société Orion-Oil Limited.**

En conséquence, elle invite l'Assemblée Nationale réunie en séance plénière à faire autant.

Fait à Brazzaville, le 05 août 2018

LA COMMISSION